



La reprise différée

L'activité de Rhône-Alpes tourne au ralenti au deuxième trimestre. La fréquentation hôtelière est de nouveau en net repli. Les mises en chantier restent orientées à la baisse, même si celle-ci est légèrement plus modérée qu'en début d'année. Après la progression du premier trimestre, les exportations de la région reculent nettement. Le nombre inhabituellement élevé de ponts en mai cette année explique pour partie ce constat décevant. Quelques indicateurs incitent cependant à l'optimisme. Le taux de chômage est stable, inférieur à la moyenne nationale. L'emploi intérimaire retrouve son dynamisme, et le secteur des services marchands poursuit sa progression. Finalement, malgré des pertes d'emploi dans l'industrie et la construction, l'emploi salarié privé total repart légèrement à la hausse, dans la tendance nationale, et gagne 1 550 salariés. C'est dans l'Ain, l'Ardèche et la Drôme que les gains d'emploi sont les plus importants.

Pierre-Jean Chambard, Michel Poincard, Insee

Rédaction achevée le 14 octobre 2014

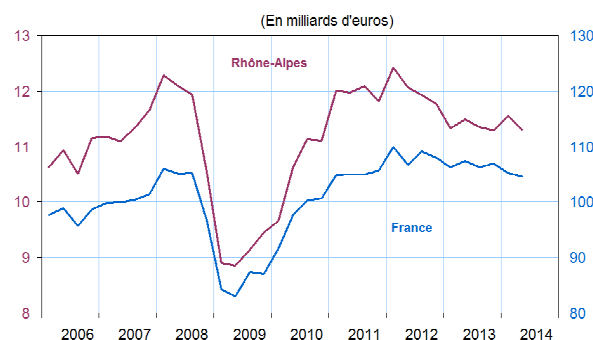
Les exportations de Rhône-Alpes reculent nettement au deuxième trimestre 2014

Les **exportations** de Rhône-Alpes reculent de - 2,1 % au **deuxième trimestre 2014** (11,3 milliards d'euros en données corrigées des variations saisonnières), et s'établissent à - 1,6 % sous le niveau du deuxième trimestre 2013. France entière, les exportations diminuent de - 0,6 % en un trimestre (104,7 milliards d'euros) et se situent à - 2,6 % sous le niveau du deuxième trimestre 2013.

En Rhône-Alpes, sur les quatre derniers trimestres cumulés (du troisième de 2013 au deuxième de 2014), les exportations de produits métallurgiques et métalliques reculent à nouveau (de - 5,8 % en valeur, soit une baisse du même ordre de grandeur qu'au trimestre précédent). Sur la même période, les exportations d'équipements mécaniques et matériels électriques diminuent de - 1,3 % (après + 0,2 % au premier trimestre). En revanche, celles de matériels de transport continuent de progresser (+ 2,6 %, après + 2,4 % au premier trimestre).

Les exportations diminuent de - 1,8 % vers le continent américain (+ 1,5 % au premier trimestre) et de - 2,6 % vers l'Asie, à comparer à une hausse de + 0,3 % au premier trimestre. Les exportations vers la zone Euro ralentissent (+ 0,2 % après + 0,8 % au premier trimestre 2014), celles vers les pays européens hors Union économique diminuent de - 3,1 % après - 1,7 %.

1 Évolution des montants des exportations



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières.
Source : Douanes

Les mises en chantier restent orientées à la baisse au deuxième trimestre 2014

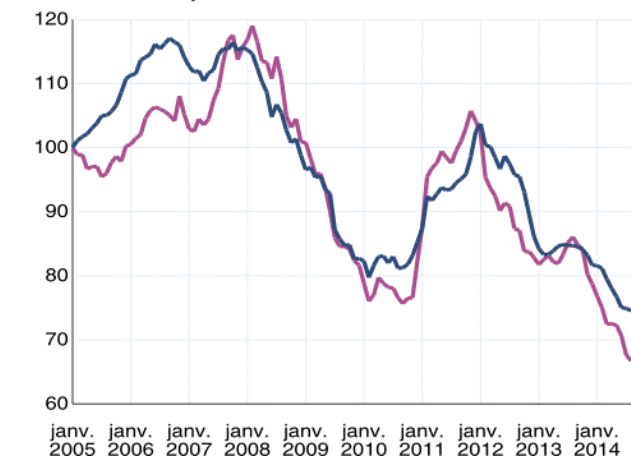
Au **deuxième trimestre 2014**, la baisse des **mises en chantier** de logements en Rhône-Alpes est légèrement plus modérée qu'au premier trimestre (- 4,1 %, contre - 7,7 %); le niveau des mises en chantiers s'établit à 35 500 logements commencés en rythme annuel.

Pour l'ensemble de la France métropolitaine, en revanche, la diminution accélère puisqu'elle est de - 5,1 % (soit un niveau de 300 000 logements commencés annuellement) contre - 2,7 % au premier trimestre. En juillet et août, la tendance baissière se prolonge.

2 Évolution du nombre de logements commencés

— Rhône-Alpes — France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois

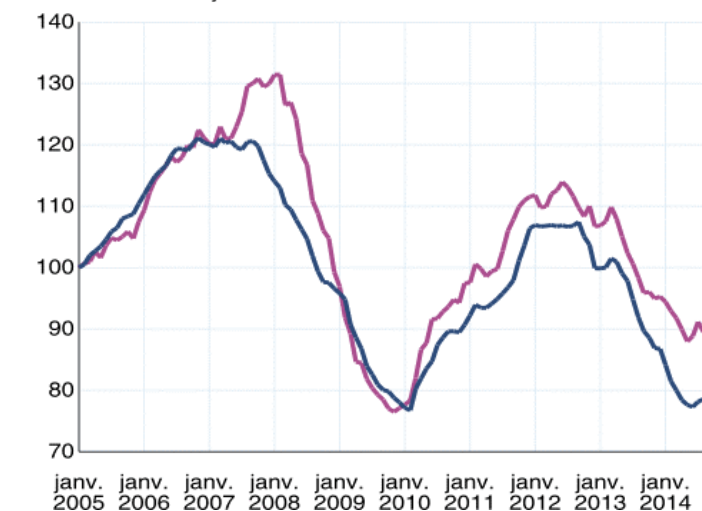
Source : SoeS, Sitt@del2

Les **autorisations de construire** diminuent en Rhône-Alpes au **deuxième trimestre 2014** plus rapidement qu'au premier trimestre (- 4,4 % après - 2,5 %), ramenant le niveau à 52 000 logements autorisés en rythme annuel. Pour la France métropolitaine, la baisse ralentit légèrement : - 5,0 %, soit un niveau de 371 000 logements autorisés en rythme annuel après - 6,3 % au premier trimestre. Ces nets reculs s'atténuent en juillet et août 2014.

3 Évolution du nombre de logements autorisés

— Rhône-Alpes — France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



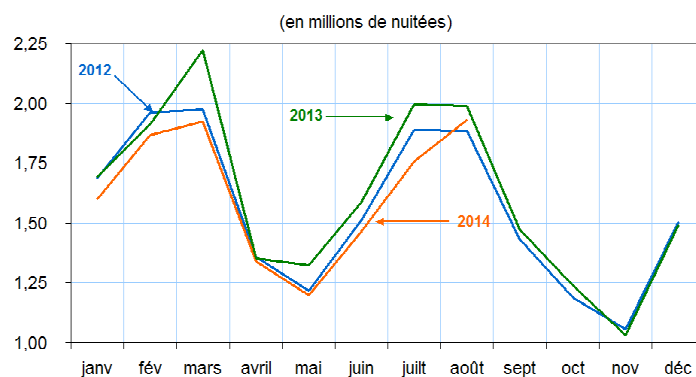
Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois

Source : SoeS, Sitt@del2

La fréquentation hôtelière est en net repli sur l'ensemble du premier semestre 2014

La fréquentation des hôtels de Rhône-Alpes s'élève à 4 millions de nuitées au deuxième trimestre 2014, en diminution de - 6,1 % par rapport au même trimestre de 2013. Cette sensible baisse des nuitées provient notamment d'un fort recul dans les départements du Rhône (- 8,5 %), de la Haute-Savoie (- 3,5 %) et de l'Isère (- 8,0 %). La part des nuitées étrangères, qui progressait depuis plusieurs trimestres, s'établit à un niveau comparable à celui du deuxième trimestre de 2013 (23,9 % contre 24,0 %). Le taux d'occupation baisse de 2,9 points à 52,2 % en Rhône-Alpes, résultant notamment des reculs importants dans le Rhône et en Isère.

4 Nombre de nuitées mensuelles dans l'hôtellerie



Notes : données mensuelles brutes.

Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2012 ont été rétropolées.

Sources : Insee ; DGCIS ; partenaires régionaux

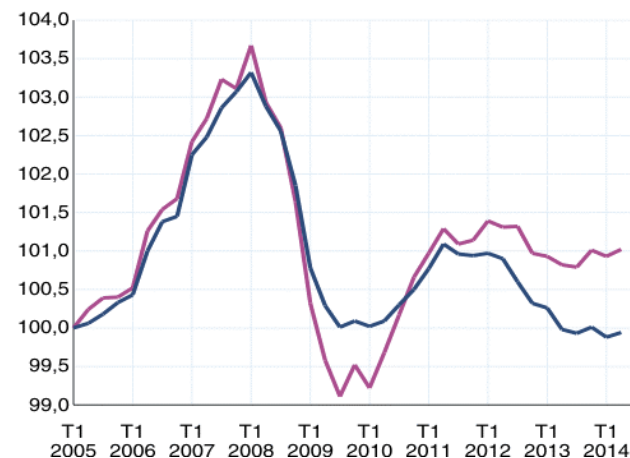
L'emploi progresse dans l'Ain, l'Ardèche et la Drôme

Après l'inflexion du trimestre précédent, l'emploi salarié marchand non agricole rhônalpin repart légèrement à la hausse au 2^e trimestre 2014, avec un gain de 1 550 postes (+ 0,1 %). Cette progression est le fait de l'emploi intérimaire et des services. Le niveau de l'emploi est comparable à celui du 4^e trimestre 2013, et supérieur de + 0,2 % à celui du 2^e trimestre 2013. L'évolution trimestrielle de l'emploi rhônalpin est comparable à celle du niveau national (+ 0,1 % contre + 0,2 %). Sur an, la situation est plus favorable dans la région (+ 0,2 % contre + 0,1 %).

5 Évolution de l'emploi salarié marchand

— Rhône-Alpes — France métropolitaine

Indice base 100 au 1er trimestre 2005



Champ : emploi salarié marchand en fin de trimestre (hors agriculture et salariés des particuliers employeurs) ; données corrigées des variations saisonnières

Source : Insee, estimations d'emploi

6 Évolution de l'emploi salarié privé par secteur (hors agriculture)

Secteur d'activité	Effectif au 2 ^e trimestre 2014	Évolution par rapport au 1 ^{er} trimestre 2014		
		En effectif	En %	France métropolitaine (en %)
Industrie	404 300	- 400	- 0,1	- 0,3
Construction	152 800	- 900	- 0,6	- 0,6
Tertiaire marchand (1)+(2)+(3)	1 079 350	+ 2 850	+ 0,3	+ 0,2
(1) Commerce	306 100	0	0,0	+ 0,1
(2) Services hors intérim	706 600	+ 1 300	+ 0,2	+ 0,1
(3) Intérim	66 650	+ 1 550	+ 2,4	+ 2,6
Ensemble	1 636 450	+ 1 550	+ 0,1	+ 0,1

Champ : emploi salarié marchand en fin de trimestre (hors agriculture et salariés des particuliers employeurs) ; données corrigées des variations saisonnières
Source : Insee, estimations d'emploi

L'Ardèche est le département où l'emploi progresse le plus ce trimestre (+ 1,2 %, soit 600 salariés supplémentaires, pour l'essentiel dans l'intérim). Les gains sont sensibles également dans l'Ain (+ 0,6 %) et dans la Drôme (+ 0,4 %). La progression est plus modérée dans le Rhône (+ 0,1 %). L'emploi, qui chutait dans les trois départements alpins le trimestre dernier, se redresse en Haute-Savoie (+ 0,1 %), mais est toujours mal orienté dans l'Isère (- 0,1 %) et continue de baisser en Savoie (- 0,3 %). La Loire voit également le nombre de ses salariés régresser de - 0,3 %.

En glissement annuel, la Loire (- 0,8 %) et la Savoie (- 0,5 %) enregistrent les plus fortes pertes d'emploi. L'Isère voit également diminuer son nombre de salariés (- 0,3 %). La Haute-Savoie maintient son niveau d'emploi sur un an (+ 0,1 %), tandis que l'emploi salarié privé est à la hausse en Ardèche (+ 0,5 %), dans l'Ain et la Drôme (+ 0,9 % dans chacun des deux départements).

L'emploi dans l'intérim retrouve son dynamisme

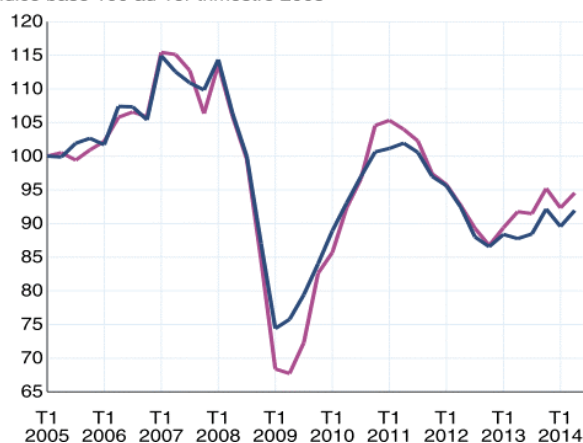
Après la chute du trimestre précédent, l'emploi intérimaire se redresse vivement au 2^e trimestre avec + 1 550 postes, soit + 2,4 %. La tendance est la même au niveau national avec une progression de + 2,6 %.

En glissement annuel, le gain atteint 1 950 emplois en Rhône-Alpes (+ 3,0 %). La progression est encore plus marquée au niveau national (+ 4,8 %).

7 Évolution de l'emploi intérimaire

— Rhône-Alpes — France métropolitaine

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées en variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

L'emploi salarié dans les services marchands hors intérim poursuit sa progression

L'emploi industriel continue de fléchir en Rhône-Alpes au deuxième trimestre 2014 : - 0,1 % comme précédemment, soit - 400 postes. Cette baisse est cependant plus faible qu'au niveau national (- 0,3 %). Sur un an, l'emploi industriel perd 3 850 salariés, soit une chute de - 0,9 % en Rhône-Alpes, contre - 1,2 % en France métropolitaine.

Après un trimestre d'accalmie, la situation de l'emploi dans la **construction** se dégrade fortement au 2^e trimestre 2014 avec la perte de 900 postes, soit - 0,6 %. Cette baisse est identique à celle enregistrée au niveau national. En glissement annuel, la baisse atteint 1 600 emplois en Rhône-Alpes, soit - 1,0 % contre - 1,9 % au niveau national.

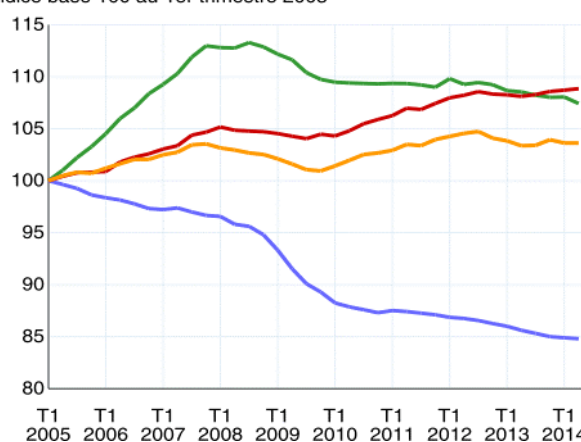
Le niveau d'emploi dans le **commerce** ne varie pas par rapport au trimestre précédent, alors qu'au niveau national il progresse de + 0,1 %. Sur un an, le secteur gagne 750 salariés, les progressions, tant dans la région que dans l'ensemble du pays, étant très voisines, proches de + 0,2 %.

Le dynamisme du secteur des **services marchands hors intérim** se confirme une nouvelle fois avec une hausse de + 1 300 postes ce trimestre, soit + 0,2 %. L'évolution est comparable au niveau national. Sur un an, la progression est plus forte en Rhône-Alpes, avec 6 100 emplois gagnés (+ 0,9 %), qu'en France métropolitaine (+ 0,3 %).

8 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur

— Construction — Industrie
— Tertiaire marchand hors intérim — dont Commerce

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



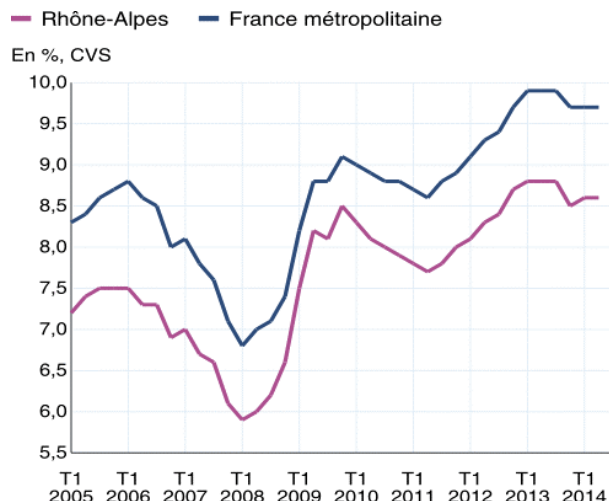
Champ : emploi salarié marchand en fin de trimestre (hors agriculture et salariés des particuliers employeurs) ; données corrigées des variations saisonnières
Source : Insee, estimations d'emploi

Au deuxième trimestre 2014, le taux de chômage reste stable en Rhône-Alpes comme au niveau national

Le **taux de chômage** au deuxième trimestre reste inchangé en Rhône-Alpes à 8,6 % de la population active. Il s'établit à 0,2 point sous le niveau du deuxième trimestre 2013, comme pour l'ensemble de la France métropolitaine.

En Rhône-Alpes et sur une année, le taux de chômage n'augmente que dans le département de la Savoie. Il baisse de 0,1 à 0,2 point dans le Rhône, la Haute Savoie et l'Isère, et de 0,3 point dans l'Ain, la Loire, l'Ardèche et la Drome. Il reste nettement supérieur au taux national dans ces deux derniers départements.

9 Taux de chômage



Note : données trimestrielles

Source : Insee, taux de chômage localisés (Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)

10 Taux de chômage dans les départements de Rhône-Alpes

	Taux (en %)	Évolution sur 1 an (en point)
Savoie	7,8	+ 0,1
Rhône	9,1	- 0,1
Haute-Savoie	7,2	- 0,2
Isère	8,2	- 0,2
Loire	9,8	- 0,3
Ain	6,9	- 0,3
Ardèche	10,5	- 0,3
Drôme	10,7	- 0,3
Rhône-Alpes	8,6	- 0,2
France métropolitaine	9,7	- 0,2

Note : Ordre décroissant des évolutions sur un an

Source : Insee, taux de chômage localisés (Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)

Contexte national - La reprise différée

Au deuxième trimestre 2014, l'activité a de nouveau stagné. La production manufacturière s'est nettement repliée (- 0,9 %), l'investissement des entreprises et les exportations ont déçu. L'économie française croîtrait à peine au second semestre (+ 0,1 % par trimestre), portant la croissance à + 0,4 % en 2014, comme en 2012 et 2013. La consommation des ménages progresserait peu, en lien avec un pouvoir d'achat du revenu qui accélérerait modérément (+ 0,8 %, après 0,0 % en 2013) et l'investissement en logement continuerait de reculer. L'investissement des entreprises, qui pâtit de la faiblesse récurrente de leurs perspectives, se replierait de nouveau. L'atonie de la croissance en France entraînerait un nouveau recul de l'emploi marchand (- 52 000 au second semestre, après - 12 000 au premier). Un plus grand nombre d'emplois aidés dans les branches non marchandes permettrait toutefois à l'emploi total de se stabiliser. La population active progressant légèrement, le taux de chômage augmenterait de 0,1 point sur le second semestre, et atteindrait 10,3 % à la fin de l'année, soit le même niveau qu'à l'été 2013.

Contexte international - Découplage entre pays anglo-saxons et zone euro

Au deuxième trimestre 2014, l'activité de la zone euro a stagné, avec notamment un repli de l'activité en Allemagne et en Italie. L'économie japonaise s'est également contractée. En revanche, la croissance est restée soutenue aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ce découplage de l'activité entre pays anglo-saxons et zone euro perdurerait jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, aux États-Unis et au Royaume-Uni, la baisse du chômage continuerait de soutenir la demande intérieure et l'activité resterait dynamique. En revanche, dans la zone euro, le niveau élevé du chômage et l'atonie de l'investissement, en particulier en logement, continueraient de freiner la reprise. Au sein de la zone euro, l'activité serait plus dynamique en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. De leur côté, les pays émergents tournent au ralenti depuis les épisodes de tensions monétaires à partir du second semestre 2013. D'ici à la fin de l'année, l'activité s'y reprendrait un peu, mais serait freinée par les resserrements budgétaires et monétaires passés.

Insee Rhône-Alpes

165, rue Garibaldi - BP 3184
69 401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Pascal Oger

Rédacteur en chef :
Pierre-Jean Chambard

ISSN : en cours
@Insee 2014

Pour en savoir plus :

- Point de conjoncture nationale d'octobre 2014 « La reprise différée »
www.insee.fr/fr/rubrique/Thèmes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture

